

LES DÉBATS SUR LE « DÉVELOPPEMENT DURABLE » AU BRÉSIL ET EN ARGENTINE : L'ÉMERGENCE D'UNE PERSPECTIVE DE TRANSFORMATION SOCIALE

Bruno Dobrusin et Edouard Morena

La Découverte | *Mouvements*

2014/4 - n° 80
pages 34 à 43

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2014-4-page-34.htm>

Pour citer cet article :

Dobrusin Bruno et Morena Edouard, « Les débats sur le « développement durable » au Brésil et en Argentine : l'émergence d'une perspective de transformation sociale », *Mouvements*, 2014/4 n° 80, p. 34-43. DOI : 10.3917/mouv.080.0034

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les débats sur le « développement durable » au Brésil et en Argentine : l'émergence d'une perspective de transformation sociale

PAR BRUNO DOBRUSIN*

L'Amérique latine s'appuie depuis plusieurs années sur un modèle de développement extractiviste, que l'arrivée des partis de gauche au gouvernement ne remet pas en cause. Bruno Dobrusin tente ici de donner quelques explications du soutien dont jouissent ces politiques, notamment chez les syndicats. Il met en avant les possibilités alternatives explorées par la Confédération des travailleurs Argentins (CTA), et met en évidence leurs limites.

* Chercheur au Conseil argentin pour la recherche scientifique et technique (CEIL-CONICET). Il est actuellement en doctorat à l'université de Buenos Aires (UBA) et a été conseiller aux relations internationales pour la Confédération des travailleurs argentins (CTA).

1. UNEP, *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication – A Synthesis for policy makers*, 2011. http://www.unep.org/greeneconomy/portals/88/documents/ger/GER_synthesis_en.pdf

● Introduction

En Amérique du Sud, on assiste, ces dernières années, à une multiplication des débats sur le modèle de développement en place, en raison en particulier des impacts économiques, sociaux et environnementaux des industries extractives – telles que les mines, le pétrole et l'agriculture transgéniques – sur les communautés avoisinantes. Malgré les espoirs suscités, l'élection de gouvernements de gauche ne s'est pas accompagnée d'une réorientation de ce modèle. Leur victoire contribua tout au plus à renforcer le « consensus sur les matières premières » (*commodity consensus*), qui remplaça le « consensus de Washington » qui fut prédominant au cours des années 1980 et 1990. Le mouvement syndical fut lent à réagir face à la dégradation environnementale et au développement durable, et reste encore aujourd'hui divisé, en plusieurs endroits. Cet article s'intéresse aux récents débats sur le développement durable et la croissance verte au Brésil et en Argentine. Nous nous intéressons notamment à « l'approche transformative » (*transformative approach*) portée par le mouvement syndical, à la différence de l'approche réformiste dominante.

En plus d'être promu par les institutions onusiennes¹, le concept « d'économie verte » a été largement débattu et fait l'objet de multiples

définitions. Le Rapport du PNUE publié à la veille du Sommet de Rio+20 définit l'économie verte comme « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. Dans sa plus simple expression, une économie verte est à faible contenu en carbone, efficace sur le plan de l'usage des ressources et inclusive sur le plan social² ».

Malgré la grande popularité dont elle jouit à l'échelle mondiale, plusieurs gouvernements latino-américains tels que ceux du Brésil et de l'Argentine expriment une certaine méfiance à son égard. Cette méfiance se justifie par les risques que fait porter l'économie verte sur le modèle de développement en place dans la région. En ce sens, la position du gouvernement et du mouvement syndical est similaire à celle de ceux qui expriment des doutes à son égard ailleurs³. Ils soutiennent que la « transformation verte » qui est ainsi proposée ne réussira pas à altérer les structures actuelles de pouvoir ainsi que les rapports de domination et d'exploitation⁴. Qui plus est, comme le montrent les expériences en cours de « verdissement » de l'économie, les grands discours servent souvent de paravent à l'extension du marché capitaliste, sans se soucier des implications sociales ni des effets réels sur le bien-être⁵.

La posture critique des syndicats argentins et brésiliens n'est ni une position de principe, ni le reflet d'une incompréhension des grands enjeux environnementaux, notamment climatique, mais une réaction à la position de subordination dans laquelle le projet de croissance verte place les pays du Sud. Comme de nombreux gouvernements de la région, le mouvement syndical a fait état du besoin de mettre en œuvre une « transition juste » vers une économie à faible émission en carbone. Pourtant, cette prise de position dissimule plusieurs interprétations des changements à mettre en œuvre. La Central Unica dos Trabalhadores (CUT) au Brésil et la Confederacion General del Trabajo (CGT) en Argentine adoptent une « approche réformiste » de la transition juste à travers l'adaptation du modèle actuel – plutôt qu'à sa transformation⁶. Un troisième syndicat, la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) opte pour une posture plus radicale, en phase avec les mouvements sociaux de la région. Pour la CTA, la transition juste doit s'accompagner d'une transformation radicale du système de production et de consommation. Comme nous le verrons plus bas, c'est dans cette perspective de transformation radicale que la CTA fut amenée à imaginer un référendum populaire sur les biens communs (prévu pour la fin 2014).

Comme de nombreux gouvernements de la région, le mouvement syndical a fait état du besoin de mettre en œuvre une « transition juste » vers une économie à faible émission en carbone.

2. *Ibid.* p. 1.

3. E. LANDER, *The Green Economy : the Wolf in the Sheep's clothing*, Amsterdam, Transnational Institute (TNI), 2011; U. BRAND, *Beautiful green world. On the myths of a green economy*, Berlin, Rosa Luxemburg Foundation, 2012.

4. E. LANDER, *The Green Economy : the Wolf in the Sheep's clothing*, Amsterdam, Transnational Institute (TNI), 2011, p. 4.

5. U. BRAND, 2012, *Beautiful green world. On the myths of a green economy*, Berlin, Rosa Luxemburg Foundation, p. 38-39.

6. J. COCK, « The "Green Economy" : A Just and Sustainable Development Path or a "Wolf in Sheep's Clothing" ? », *Global Labour Journal*, 5(1), 2014, p. 23-44.

Après une brève présentation des débats sur le développement durable en Amérique du Sud, nous nous intéresserons aux prises de positions syndicales sur le modèle de développement. Pour illustrer nos propos, nous prendrons appui sur les cas argentins et brésiliens, avec un accent plus prononcé sur la campagne actuellement lancée par la CTA en Argentine.

● **Le « consensus sur les matières premières » vs. croissance verte en Argentine et au Brésil**

À l'image de nombreux autres pays d'Amérique latine, la dernière décennie en Argentine et au Brésil fut marquée par une croissance importante de l'économie. Cette croissance économique s'explique avant tout

par la hausse continue des cours des matières premières, pour la plupart destinées aux marchés émergents (Chine, Inde). Un tel modèle de développement suppose des émissions élevées de gaz à effet de serre (notamment issus de la production agricole) et une politique de redistribution partielle de la richesse générée. Cette équation est essentielle pour comprendre le succès des gouvernements de gauche et de centre gauche en Amérique du Sud. Après des années de néolibé-

Après des années de néolibéralisme ce paradigme est plus populaire que jamais, ce qui explique que les gouvernements aient perçu « l'économie verte » comme une menace potentielle pour la richesse matérielle qui soutient la légitimité des partis au pouvoir.

ralisme, ce paradigme est plus populaire que jamais, ce qui explique que les gouvernements aient perçu « l'économie verte » comme une menace potentielle pour la richesse matérielle qui soutient la légitimité des partis au pouvoir.

L'économie verte remet en cause le modèle pratiqué par l'Argentine et le Brésil, c'est ce qui explique largement leur position dans les négociations internationales sur le changement climatique⁷. Tout en se gardant de critiquer ouvertement « l'économie verte », ils émettent des réserves quand à la place prépondérante attribuée à la dimension environnementale (notamment si on la compare au concept de « développement durable »⁸). Derrière cette position on trouve l'idée selon laquelle l'économie verte constituerait un moyen pour le capitalisme globalisé d'étendre son emprise sur des pays souverains.

Lors du Sommet de Rio+20, les positions des gouvernements brésiliens et argentins étaient analogues. Ils défendaient tous deux en premier lieu le « droit au développement ». Tout en reconnaissant le besoin de prendre en compte la crise climatique, ils considéraient néanmoins que la voie à suivre n'avait pas à être imposée par les pays du Nord⁹. On retrouve cette position dans la notion de responsabilités communes mais différenciées.

7. F. PEREZ FLORES, R. KFURI, « Los gobiernos sudamericanos frente al tema ambiental : iniciativas y gestiones regionales rumbo a la Conferencia Río+20 », *FES Clima y Energía*, Policy Paper 21, 2012. p. 14.

8. *Ibid.* p. 14.

9. J. MEDEIROS, « Crise ambiental e a Rio+20 na visao da sociedade e do governo brasileiro » *Análisis e Propostas*, 43, 2012, p. 12.

La position des gouvernements argentins et brésiliens à l'égard de l'économie verte s'explique en partie par la place prépondérante occupée par les discours de développement national autonome. Il s'agit aussi pour eux de protéger le modèle de développement mis en place, qui génère le soutien aux politiques.

Le concept de « consensus sur les matières premières » (« CC », désormais¹⁰) est utile pour mieux comprendre la situation actuelle au Brésil et en Argentine. Le CC sert à décrire une situation dans laquelle l'économie profite de la flambée des cours agricoles et des matières premières¹¹. L'expression a pour but d'établir un contraste avec le « consensus de Washington » (dominant au cours des années 1990). Il permet de nommer le nouveau consensus qui est à l'origine d'un boom économique dans la plupart des économies latino-américaines au cours de la dernière décennie¹². Bien que les matières premières puissent être définies de diverses manières, ici nous nous référons principalement aux produits issus du secteur primaire et de ses dérivés (avec un certain degré de secteur secondaire ou manufacturier). En Amérique latine il s'agit concrètement de céréales alimentaires (maïs, soja, blé), du gaz et du pétrole, des métaux et enfin des minéraux.

Quatre caractéristiques principales expliquent pourquoi ce modèle de développement reste vital et par ricochet essentiel à la réélection des gouvernements en place depuis le début des années 2000 : (1) il garantit une entrée continue de devises (dollars), (2) il permet aux administrations étatiques de s'affirmer en tant qu'acteurs incontournables de l'économie et (3) aux gouvernements de financer des programmes de redistribution massifs au profit des plus pauvres, et enfin (4) il contribue également à placer les industries extractives (mine, agrobusiness, gaz, pétrole) au cœur de l'économie.

En Argentine, l'après-2001¹³ se caractérise par quatre éléments principaux : la remise sur pied d'une industrie productive¹⁴ ; l'essor des cultures transgéniques (principalement le soja) en agriculture ; l'ouverture de mines à ciel ouvert dans les provinces andines ; et la découverte de réserves en gaz et pétrole de schiste suffisantes pour répondre aux besoins internes. Au Brésil, les dix dernières années se singularisent par l'extension de la frontière agricole¹⁵ et par la découverte de gaz de schiste au large de Rio de Janeiro, faisant potentiellement du Brésil un exportateur majeur de pétrole¹⁶. À cela s'ajoute le fait que le Brésil est aujourd'hui le plus grand exportateur régional de minéraux. Le développement des industries extractives et de l'agriculture intensive bénéficie du soutien massif des populations. Ce large soutien s'explique en partie par le fait que la plupart des lieux d'extraction et de production se situent à l'écart des grands centres urbains, de ce fait les effets négatifs ne sont pas exposés sur la place publique.

Le développement des industries extractives et de l'agriculture intensive bénéficie du soutien massif des populations.

10. *Commodity Consensus* est un terme inventé par la revue de science politique argentine *Revista Crisis*, www.revistacrisis.com.ar

11. M. SVAMPA, « Consenso de los Commodities y lenguajes de valoración en América Latina » *Nueva Sociedad*, 244, 2013, p. 30-46.

12. CEPAL, *La hora de la igualdad : brechas por cerrar, caminos por abrir*. Santiago du Chili, CEPAL, 2010.

13. En 2001 l'Argentine connaît une crise économique majeure qui pousse le président à la démission et provoque une vague d'occupation des usines, le pays mettra des années à s'en relever, [NdT].

14. CIFRA-CTA, *La Recuperación Industrial durante la Post-Convertibilidad*, Working Paper 6. 2010.

15. A. DE FREITAS BARBOSA, « Cenarios do Desenvolvimento do Brasil 2020 », *Análisis e Propostas*, 41, 2011, p. 1-34.

16. D. GOBMAN, Y. QUIROGA, *Clima, energía y crecimiento en Brasil : en búsqueda de una convivencia pacífica*, Friedrich Ebert Stiftung, Policy Paper 24, 2012.

17. E. GUDYNAS, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina. Una breve guía heterodoxa » in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *Más allá del desarrollo*, Ecuador, Fundación Rosa Luxemburgo, 2011, p. 21-5.

18. Dans le cas de l'Argentine, plus de 90 % de la population vit en ville ; au Brésil, 85 % vit en ville.

19. G. SEIDMAN, « Social movement unionism. From description to exhortation », *South Africa Review of Sociology*, 42(3), 2011, p. 94-102; P. FAIRBROTHER, « Social movement unionism or trade unions as social movements », *Employee Responsibilities and Rights Journal*, 20, 2008, p. 213-220.

20. J. COCK, « Labour's Response to Climate Change », *Global Labour Journal*, 2(3), 2011, p. 235-242; J. COCK, « The challenge of ecological transformation in post-apartheid South Africa. The re-emergence of an environmental justice movement », in M. DAWSON, L. SINWELL (dir.), *Contesting Transformation in South Africa*, London, Pluto Press, 2012; J. COCK, R. LAMBERT, « The neoliberal global economy and nature. Redefining the trade union role », in N. RÄTHZEL, D. UZZEL (dir.), *Trade Unions in the Green Economy. Working for the Environment*, New York, Routledge, 2013.

21. C. KATZ, « Manifestaciones de la Crisis en América Latina y las paradojas del Neodesarrollismo argentino », *Caderno CRH*, 26(67), 2013, p. 49-64.

Pourtant, comme en attestent les nombreuses mobilisations au Brésil et en Argentine, un nombre croissant de citoyens critique le CC. Deux facteurs principaux expliquent cette défiance. Premièrement, les citoyens sont mieux informés sur les impacts négatifs du modèle. Et deuxièmement, la dégradation de la conjoncture économique mondiale affecte tout particulièrement les économies extractivistes. Comme nous le verrons dans la section suivante, le mouvement syndical, à de rares exceptions près, n'a pas été aux avant-postes des luttes contre ce modèle. À plusieurs reprises, ils s'en firent même les ardents défenseurs. Comme nous le verrons plus bas, la CTA argentine fait office d'exception à cette règle.

● Les syndicats, le « consensus sur les matières premières » et l'économie verte

Les prises de positions syndicales à l'égard du modèle de développement sont fonction de plusieurs facteurs : structuration, secteur d'activité, influence sur la confédération nationale. Dans leur ensemble, les syndicats soutiennent le modèle de développement en place. Ce soutien s'explique avant tout par les caractéristiques du modèle : un secteur industriel limité et un secteur de service conséquent soutenu par un important secteur agricole et par une politique de redistribution – certes limitée – des richesses¹⁷. Les syndicats trouvent leurs soutiens principalement dans les zones urbaines qui concentrent la très grande majorité de la population totale¹⁸. Ceci étant dit, certaines sections du mouvement syndical s'inquiètent des impacts du modèle de développement sur leurs alliés (mouvements sociaux et indigènes). Les syndicats se répartissent en deux catégories : ceux dont la base militante ne se limite pas aux « travailleurs traditionnels » et que l'on nomme parfois des « syndicats de mouvement social » (*social movement unions*¹⁹) ; et ceux qui s'inscrivent dans un modèle plus classique, centré sur l'usine.

Le mouvement syndical a réagi de différentes manières face à l'enjeu climatique²⁰. Dans le cas des syndicats brésiliens et argentins, on fluctue entre un soutien appuyé au modèle de développement existant et la dénonciation de certains aspects particuliers de ce dernier. Globalement, néanmoins, les confédérations se rangent derrière leurs gouvernements respectifs. Elles insistent sur le besoin de préserver un modèle de développement qui leur est propre, et rejettent « l'économie verte » qu'elles qualifient de cheval de Troie du néolibéralisme.

L'appui syndical au modèle de développement en place s'explique notamment par le fait que le développement en tant que discours nationaliste trouve ses sources en Amérique latine, et tout particulièrement en Argentine et au Brésil. Contrairement au consensus de Washington (années 1990), l'exportation massive des matières premières et les politiques redistributives ont contribué à une amélioration des conditions socio-économiques des populations²¹. Elles ont également indirectement favorisé une hausse des niveaux de syndicalisation. La mise en place de politiques de revalorisation des salaires et retraites, et d'amélioration du système de santé répondent à des demandes anciennes du mouvement

syndical. Au Brésil, toutes les confédérations ont soutenu la mise en place d'un agenda pour le développement qui tient compte des « travailleurs ». Cette approche est en parfaite adéquation avec celle des gouvernements lorsqu'ils promeuvent le travail décent, quitte à sous-peser la dimension « durable » (présente dans les discours mais pas traduite en actes). S'agissant du changement climatique, le syndicat promeut l'idée d'une « transition juste²² ». Comme l'explique Jacklyn Cock²³, le concept de transition juste sert de plus en plus d'outil défensif pour les syndicats au lieu de former une alternative au système dominant.

Dans le cas argentin, les syndicats CGT et CTA ont émis des doutes quant à la capacité de l'économie verte à déboucher sur autre modèle de développement. Les deux centrales s'accordent à dire que l'économie verte, telle que la présentent les institutions internationales, est source de dangers plutôt que d'opportunités. En amont de Rio+20, elles s'accordent sur certains principes de base : que le développement vert ne peut avoir lieu sans transition juste ; que le concept de développement durable – en mettant l'accent sur ses dimensions sociales mais aussi économiques et environnementales – est plus important que celui d'« économie verte » ; que l'économie verte est un frein au développement d'une voie nationale et souveraine de développement en accroissant la dépendance envers les pays industrialisés.

Malgré ces points de convergence, la position de la CTA s'éloigne de celle de la CGT lorsqu'il s'agit du modèle de développement actuellement en place en Argentine (centré, comme on l'a vu, sur l'exportation de matières premières). Comme de nombreux mouvements sociaux-environnementaux latino-américain, la CTA souhaite réévaluer les bienfaits de la modernisation et du modèle de développement, et réfléchir à des alternatives plus écologiquement durables et moins axées sur le dogme de la croissance économique²⁴. Ce positionnement notamment par la nature particulière de la CTA. Fondée au milieu des années 1990, la CTA se définit comme un syndicat de classe innovant. À la différence de la CGT, elle se structure sous forme d'affiliation directe – les travailleurs peuvent adhérer directement à la confédération. Dans le cas de la CGT, seuls les travailleurs affiliés à des syndicats de secteur peuvent adhérer à la CGT – souvent dans les secteurs traditionnels de l'économie. Elle prend également ses distances avec la « logique pro-industrielle » de la CGT²⁵. Tout au long de la décennie 1990, la CTA critique vivement les réformes néolibérales, alors que la CGT – à

22. CUT, *Energy, sustainable development, income distribution, valorization of work and sovereignty*, CUT Proposals, Sao Paulo, CUT, 2008.

23. J. Cock, 2014, *op. cit.*

Comme de nombreux mouvements sociaux-environnementaux latino-américain, la CTA souhaite réévaluer les bienfaits de la modernisation et du modèle de développement, et réfléchir à des alternatives plus écologiquement durables et moins axées sur le dogme de la croissance économique.

24. Il y a quelques années, la Fondation Rosa Luxembourg en Equateur a créé un Groupe Permanent sur les Alternatives au Développement (Grupo Permanente de Alternativas al Desarrollo), composé d'intellectuels de gauche sud américains. Ce groupe a produit deux textes importants (2011 ; 2013) dans lesquels ils discutent des alternatives au modèle de développement actuel. La CTA est la seule confédération à avoir pris part aux activités du groupe de travail.

25. C. DEL FRADE, *Nosotros. Los trabajadores. Historia de la Central de los Trabajadores Argentinos 1991-1997*, Buenos Aires, Cooperativa El Farol, 2004 ; I. RAUBER, *Tiempo de herejías. .../...*

.../... *Nuevas construcciones, debates y búsqueda de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA)*, Buenos Aires, Instituto de Estudios y Formación CTA, 1999.

26. S. ETCHEMENDY, « Old actors in new markets : transforming populist/ industrial coalition in Argentina, 1989/2001 », in S. LEVITSKY et V. MURILLO (dir.), *Argentina Democracy : the politics of institutional weakness*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2005, p. 62-87; D. MARTUCCELLI, M. SVAMPA, *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Buenos Aires, Editorial Losada, 1997.

27. H. PALOMINO, « Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina », in E. DE LA GARZA TOLEDO (dir.), *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 22.

28. J. COCK, 2011, *op. cit.*, p. 238.

29. *Ibid.*

30. Voir : - Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo (GPTAD), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo, 2011 ; Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo (GPTAD), *Alternativas al Capitalismo/ Colonialismo del Siglo XXI*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo, 2013.

l'exception des syndicats du transport – les appuyèrent et coopérèrent avec le gouvernement²⁶. Du fait de sa structuration particulière, la CTA arrive à attirer un nombre considérable de militants issus de mouvements sociaux, de groupes indigènes, d'organisations de jeunes et de secteurs nouvellement organisés tels que les travailleurs du sexe. La CTA va ainsi à l'encontre de la tendance générale observée, dans les années 1990, en augmentant ses adhésions²⁷. Cet aspect est essentiel pour saisir les différences de positionnements entre la CTA et la CGT vis-à-vis de l'économie verte et des modèles de développement. La participation d'acteurs issus des mouvements sociaux, et notamment de groupes représentatifs des populations directement impactées par le modèle de développement existant – peuples indigènes, communautés rurales implantées à proximité de mines à ciel ouvert – favorise l'adoption par le syndicat de positions plus radicales que la CGT.

● Une perspective de transformation ? La campagne de la CTA sur les Biens Communs

Jusqu'ici, nous avons vu que les principaux syndicats brésiliens et argentins furent largement favorables au modèle de développement existant dans leurs pays respectifs. Comme nous l'avons également indiqué, du fait de sa structuration particulière, la CTA fait office d'exception à la règle. Pour Cock²⁸, deux approches du changement climatique coexistent à l'intérieur du mouvement syndical : une minimaliste et l'autre transformative. L'approche minimaliste « met l'accent sur le changement réformiste, cosmétique par le biais des emplois verts, de la protection sociale, de la formation et de mécanismes de consultation » alors que l'approche transformative est porteuse « d'un modèle alternatif de croissance et d'autres manières de produire et de consommer²⁹ ». Au vu des cas présentés ci-dessus, la CTA, en s'engageant sur la voie d'une transformation du modèle actuel, correspond le mieux à cette approche.

Au cours de l'année 2014, la CTA va lancer un « référendum populaire sur les biens communs ». Le référendum sur les biens communs place les communautés et les ressources au cœur du modèle de développement. Sans être nouveau, le concept de « bien commun » n'était pas, jusqu'à présent, repris à l'intérieur du milieu syndical. Il était principalement employé par les groupes indigènes et les communautés locales pour caractériser les espaces (publics) rendus inaccessibles à cause des projets extractifs. Il servait également à redéfinir la notion de propriété en introduisant l'idée de propriété commune³⁰. La notion de bien commun sert donc à remettre en cause l'extractivisme mais aussi le système capitaliste, à partir du moment où il pose un défi au développement économique individualiste, en lui opposant des formes collectives d'organisation et de modes de vie.

À travers sa campagne, la CTA promeut ainsi des idées qui trouvent leurs sources dans le mouvement indigène. Lancée le 11 octobre 2013, l'initiative comporte deux grandes phases. Dans un premier temps, elle

comporte une campagne nationale d'un an pour promouvoir le référendum. L'objectif est d'encourager d'autres mouvements sociaux et syndicats à appuyer l'initiative. La deuxième phase a trait au référendum en tant que tel. Il s'agit de demander à la population si elle est favorable ou non au modèle extractif actuel. La campagne sur les biens communs est très similaire à une autre initiative référendaire lancée par la CTA en 2011 : le Front national contre la pauvreté (FRENAPO). Plus de 3 millions de personnes participèrent au référendum. Il s'agit là d'une forme originale de mobilisation syndicale combinant actions syndicales locales et mobilisations de l'opinion (au lieu des mouvements de grèves classiques), sur fond d'enjeux sociétaux.

Depuis quatre ans, la CTA se place aux avant-postes des luttes dans les provinces affectées par l'exploitation minière et pétrolière, et l'expansion du soja. Le Référendum sur les biens communs vise à faire participer les communautés locales aux processus de décision et contester le modèle de développement prôné par les multinationales pilleuses de ressources. Cette approche s'inscrit parfaitement dans l'approche prônant un « changement de régime³¹ ». En effet, il s'agit bien de remettre en cause le système capitaliste axé sur le profit et la croissance sans limite, aux dépens du *bien vivre*.

La campagne sur les biens communs s'attaque à plusieurs formes d'inégalité. Tout d'abord, elle cherche à donner une voix aux communautés qui souffrent le plus du modèle actuel, sans en tirer aucun bénéfice. Dans le cas de l'Argentine, c'est particulièrement le cas des populations des provinces andines et du nord-ouest ; populations qui, par ailleurs, intéressent peu les médias nationaux concentrés à Buenos Aires (la capitale) et aux alentours. La lutte contre les inégalités de représentation constitue donc un enjeu majeur pour la campagne. La deuxième forme d'inégalité se trouve à la table des négociations. Très souvent les multinationales agissent de façon concertée, notamment lorsqu'elles font partie du même secteur (pétrole, mine, agrobusiness). Cette alliance stratégique se fait au détriment des communautés locales et des travailleurs, au travers notamment d'un lobbying intensif auprès des autorités locales. Le référendum sur les biens communs a pour objet de palier à cette insuffisance en fusionnant les demandes locales et en les rattachant à des problématiques nationales. Cette approche permet d'accroître sa visibilité dans le débat public et son influence auprès du gouvernement. La troisième forme d'inégalité est celle liée aux disparités entre les travailleurs qui opèrent dans le secteur de l'économie formelle, les travailleurs du secteur informel et les communautés. Les travailleurs du secteur formel disposent de ressources financières et d'outils de représentation leur permettant de peser sur leur industrie de rattachement. Très souvent, ils disposent d'ailleurs de canaux de communication avec les entreprises et les gouvernements. Les communautés et travailleurs informels ne disposent pas de cette influence structurelle. Ce point est essentiel si l'on veut faire du mouvement syndical une force de rassemblement, dans la société. La campagne sur les

31. J. Cock, 2011, *op. cit.*, p. 239.

biens communs se fixe pour objet de réduire ces inégalités en offrant un espace commun pour réunir les demandes des travailleurs formels et informels, et celles de leurs communautés. La quatrième forme d'inégalité est celle du genre. Ce sont les femmes qui souffrent le plus de la privatisation des ressources naturelles et d'un accès restreint aux services publics. La campagne, en intégrant le genre, accroît la place accordée aux femmes dans le programme de développement national et à l'intérieur de la CTA (qui n'a pas toujours constitué un espace très ouvert à la participation des femmes).

Lancé par la CTA, le référendum populaire sur les biens communs s'inscrit dans une démarche de transformation sociale en plaçant la question du développement durable à un niveau supérieur. Il permet de repenser les priorités économiques et sociales des gouvernements de droite comme de gauche. Néanmoins, elle présente aussi quelques limites. Tout d'abord, en l'état, la campagne n'offre pas de contre-modèle au modèle extractiviste dominant. Elle permet, au mieux, de mobiliser des soutiens contre le « consensus des matières premières » et ainsi contraindre les gouvernements locaux et provinciaux à réagir. Mais, elle n'est pas, à ce jour, porteuse d'un projet alternatif clairement défini et viable. En deuxième lieu, bien qu'il ait lieu au niveau national, le référendum ne concerne que les « biens communs » situés dans les régions affectées par les industries extractives. Les zones urbaines, espaces de lutte par excellence, ne sont pas directement concernées. La campagne, en ne tenant pas suffisamment compte des réalités urbaines aura du mal à mobiliser les villes qui concentrent la majorité de la population.

● Éléments de conclusion

Les contradictions constatées au sein du mouvement syndical reflètent la réalité de la base militante, l'absence d'alternatives concrètes, et le poids du discours développementaliste en Argentine et au Brésil. Comme l'explique Sikkink³², le discours développementaliste a eu un impact majeur sur ces deux pays depuis le début des années 1930. La popularité du « consensus sur les matières premières » tient largement au poids important de l'idéologie développementaliste dans les deux pays. Pour de nombreux syndicats, le modèle de développement actuel est un remède efficace contre les inégalités. Le corollaire est une forme de scepticisme non seulement envers l'économie verte mais plus généralement envers le besoin d'une transition vers une société plus écologiquement durable.

À l'image d'autres acteurs sociaux, les syndicats ont eu tendance à prioriser leurs affiliés plutôt que les idées à moyen et long terme. Même les syndicats plus « progressistes » ont eu tendance à se ranger derrière le modèle de développement dominant. Ceci s'explique avant tout par la relative amélioration des conditions socio-économiques des populations au cours des dix dernières années. Les voix critiques, comme celle de la CTA en Argentine, n'ont pas encore réussi à bâtir un véritable

32. K. SIKKINK, *Ideas and Institutions. Developmentalism in Brazil and Argentina*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1991.

projet alternatif qui va au-delà de la simple contestation de la situation actuelle. La campagne sur les biens communs est d'abord et avant tout une réaction contre les industries extractives. L'émergence d'un projet alternatif passe par une plus forte participation du grand public et des syndicats dans leur ensemble. C'est la clé d'une vraie transition vers une société plus durable. ●

ARTICLE TRADUIT DE L'ESPAGNOL (ARGENTIN) PAR EDOUARD MORENA